

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 176
Jeudi 15 FÉVRIER 73

Face aux menaces de Pompidou

UNIR LE PEUPLE



A gauche,

Lui, banquier de métier, défenseur en chef du capitalisme exploiteur, le visage tendu au souvenir du printemps révolutionnaire de 1968.

Ci-dessous,

Nous, travailleurs des usines, principale force capable d'imposer des changements réels, profonds et durables.



Vendredi 16 Février à 20 h. 30
à la Mutualité

MEETING

CE QUE PROPOSENT

LES MARXISTES-LÉNINISTES

Dans ce numéro

Dossier spécial Stalingrad

C.E.S. Pailleron :

Après la mort de 21 enfants, le mensonge et la haine p. 2

Conférence de Presse de l'Humanité Rouge

p. 6 et 7

C.E.S. Pailleron : Après la mort de 21 enfants

LE MENSONGE ET LA HAINE

21 enfants sont morts, brûlés vifs dans l'incendie de leur école devenue un brasier en quelques minutes.

A l'origine de l'incendie serait un jeune garçon de 14 ans.

Aussitôt les chiens de garde de la réaction, à l'affût, se mettent à aboyer. Leur indécence n'a d'égale que leur ignominie. Ils se servent de la mort de 21 enfant pour mener une campagne haineuse et fascisante.

Ecoutez Peyrefitte, secrétaire général de l'U.D.R., digne successeur de Tomasini. Il rend responsable « certaines associations politisées de parents », « ces adultes qui traumatisent la jeunesse en l'entraînant dans leurs propres querelles ». Et écoutez bien ceci : « Voilà où conduisent les doctrines de contestation systématique et de la lutte des classes ». Qu'on ne s'y trompe pas, ces propos ne sont pas le fait d'un imbécile emporté par la haine. Il s'agit d'une campagne dans la tradition fasciste, qui cherche à attiser la haine contre les révolutionnaires et tous ceux qui combattent le ca-

pital. Pour ça tous les moyens sont bons, tous sans exception. Du « Parisien Libéré » à « l'Aurore » les marchands de mensonge prennent le relais.

L'amalgame est l'instrument de ces gens-là. Ecoutez Fouchet, député U.D.R. : « Voilà où mènent l'absence d'élevation morale, l'abdication des adultes, le déferlement de la violence et de la pornographie ».

De là à réclamer « l'ordre moral » il n'y a qu'un pas, vite franchi.

Quant à nous, comme les parents des victimes, comme tous ceux qui veulent que la vérité soit faite, nous continuerons à poser des questions que l'on cherche à escamoter : comment se fait-il que l'école se soit embrasée en quelques minutes ? Ce C.E.S., comme tant d'autres, a été construit à moindres frais avec des matériaux dangereux. Les constructeurs empochent ainsi d'énormes profits.

Dès 1970, des glissements de terrain avaient été signalés. Rien n'a été fait. Des élèves, des parents, des enseignants avaient protesté contre l'insécurité qui régnait : rien n'a



été fait.

La vérité, c'est que les 21 enfants sont avant tout morts assassinés par ceux dont le souci permanent est la recherche des profits. Peu importe la sécurité pourvu que les profits s'amassent. Là est la cause réelle de la mort de ces 21 enfants, comme celle des morts de Saint-Amand, comme celle des morts du tunnel de Vierzy, comme celle des morts du « Cinq-Sept », comme de tant d'autres. Le jour-même où Peyrefitte hurlait, trois enfants mouraient dans l'incendie du baraquement où

leurs parents étaient contraints de vivre à Hennebont dans le Morbihan. Une fois de plus le capital venait d'assassiner. Une dette de plus qu'il faudra payer, M. Peyrefitte et consorts !

Ceux qui font construire des écoles sans sécurité, ceux qui contraignent des familles à vivre dans des taudis, ce sont ceux-là les criminels : les vrais.

C'est ce qu'on affirmé les 1.000 personnes qui se sont rassemblées le 12 février devant la mairie du XIX^e.



Samedi 10 février, à Versailles, marche silencieuse pour les obsèques de Mohammed Diab. De nombreuses banderoles protestent contre ce crime et réclament le châtiement des assassins.

La presse qui ment...

Lundi et mardi, « Le Parisien Libéré » fait sa « une » avec les morts du C.E.S. Pailleron. Et à chaque fois on trouve dans le titre le terme de « groupuscule ». Lundi : « groupuscule d'élèves », Mardi « groupuscule de criminels ».

Croyez-vous que le choix de ce terme soit fait au hasard ? Certes non. Depuis 68 la réaction

qualifie le mouvement révolutionnaire du terme de « groupuscules gauchistes ». Elle a réussi à donner au terme groupuscule une signification politique à tel point que pour beaucoup de gens « groupuscule » s'identifie à révolutionnaire.

C'est ainsi que pratique la presse qui ment.

MANIFESTE POUR L'AVORTEMENT

A l'heure actuelle, plus de 500 médecins ont adopté le manifeste suivant, au grand dam du gouvernement, du Conseil de l'Ordre des médecins ultra-réactionnaire, et de manière générale de tous ceux dont la devise est celle de Pétain, « Travail-Famille-Patrie » :

« Depuis plusieurs mois et plus particulièrement depuis le procès de Bobigny, chacun a pu se rendre compte que la France était un des derniers pays qui vivaient au Moyen Age en matière de sexualité et d'avortement. Malgré les centaines de milliers d'avortements clandestins et leurs conséquences dramatiques, les pouvoirs publics et le Conseil de l'Ordre des médecins s'obstinent à ne pas tenir compte de cette réalité ; ils renvoient sine die toute modification de la législation actuelle.

Cependant, lorsqu'une femme est décidée à interrompre sa grossesse, elle le fait malgré la loi en vigueur et les convictions personnelles de son médecin. Selon ses moyens financiers, elle peut se faire avorter en toute sécurité à l'étranger, et même en France, ou bien elle est contrainte au risque de sa vie (des dizaines de morts par an) à l'avortement clandestin. Des milliers de femmes chaque année sont ainsi victimes de complications dramatiques (perforations, hémorragies, infections, etc.) et s'exposent à de possibles poursuites judiciaires.

Les médecins, qui connaissent ces risques, partagent objectivement la responsabilité de ces décès. Nombre d'entre eux en ont pris conscience et leur attitude a évolué. La position du Conseil de l'Ordre n'est pas celle de tous les médecins, auxquels il ne saurait imposer ses propres règles morales.

La France, « pays de la liberté », ne reconnaît pas aux femmes la liberté de disposer de leur corps :

— Il n'existe aucune éducation sexuelle ;

— la loi sur la contraception n'est pas mise en application ;

— les couples sont privés des informations leur permettant de réaliser leur équilibre sexuel et de choisir le moment de mettre un enfant au monde ;

— le Planning Familial vient de se voir refuser le caractère d'utilité publique, ce qui l'empêche de recevoir toute subvention.

Nous pensons que chaque individu doit avoir la possibilité d'être responsable de son corps et de sa santé, et qu'ainsi il doit pouvoir disposer de tous les progrès de la connaissance médicale.

Nous voulons :

— que les moyens contraceptifs soient à la portée de tous, mineurs compris, grâce à une large information et à leur remboursement par la Sécurité Sociale ;

— que l'avortement soit libre.

La décision appartenant entièrement à la femme, nous refusons toute commission qui la contraint à se justifier, maintient la notion de culpabilité et laisse subsister l'avortement clandestin (comme le prouve l'expérience dans les pays étrangers).

L'avortement, au même titre que l'ensemble des actes médicaux et chirurgicaux, doit être remboursé par la Sécurité Sociale.

Les méthodes modernes, qui en font un acte simple et sans danger, doivent être portées à la connaissance de tous, afin que les femmes puissent interrompre leur grossesse dans les meilleures conditions médicales et psychologiques.

La liberté de l'avortement implique que chacun ne le décide ou ne le pratique qu'en fonction de ses convictions morales ou religieuses.

Les médecins soussignés,

— déclarent pratiquer des avortements ou aider selon leurs moyens à ce qu'ils soient réalisés en dehors de tout trafic financier,

— s'engagent solennellement à répondre collectivement de leur action devant toute autorité judiciaire ou médicale ainsi que devant l'opinion publique. »

Les C.L.A.J. FACE A

L'ETAT BOURGEOIS

Le 2 février, les Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse ont tenu une conférence de presse à laquelle notre journal était présent. Les CLAJ y firent connaître « leurs bagarres contre l'Etat ».

Les faits : à Poissy, dans la région parisienne, se trouve un relais où chaque semaine de nombreux jeunes travailleurs viennent se reposer et se retrouver entre copains. Le gouvernement a décidé de démolir le relais pour y faire passer l'autoroute A 88. Pour ne pas passer sur la propriété d'un certain M. de La Suchette, le gouvernement n'hésite pas à détruire un relais de jeunes. Les CLAJ ne l'entendent pas de cette oreille et se déclarent prêts à résister.

Autre fait : dans le Jura en particulier, les jeunes des CLAJ ont « retapé » des chalets. Des milliers de personnes y ont aidé en souscrivant. Des dizaines de milliers d'heures de travail y ont été consacrées.

En tant qu'organisations agréées, CLAJ ont demandé des subventions... qui leur ont été refusées.

Motif : les CLAJ ont un journal, « CLAJ Jeunesse », qui dénonce l'exploitation dont sont victimes les jeunes travailleurs, qui montre la nature du capitalisme et de son Etat.

Les CLAJ refusent l'embrigadement que la bourgeoisie veut faire subir à la jeunesse. Dans ce combat, notre appui leur est acquis.

ÉDITORIAL

**Face aux menaces de Pompidou
UNIR LE PEUPLE**

Répondant jeudi 9 février aux questions complaisantes d'un journaliste de l'Office de propagande réactionnaire, Pompidou a proféré une fois de plus de graves menaces contre le peuple de France. Avec résolution et avec brutalité, il a averti : « ... Mon rôle essentiel est de défendre les Institutions, et j'ai d'ailleurs prêté serment de le faire » et a ajouté : « ... qu'on ne compte pas sur moi pour renier tout ce à quoi je crois... ». En d'autres termes, cela signifie que la bourgeoisie monopoliste qui domine et écrase notre pays n'acceptera jamais de bon gré d'abandonner son pouvoir.

A la faveur du coup d'Etat d'Alger le 13 mai 1958 et sous la pression d'un chantage à la guerre civile, de Gaulle avait imposé à notre peuple une Constitution nouvelle où le pouvoir exécutif se trouvait renforcé d'une manière prodigieuse. Selon les institutions de la V^e République, un seul homme, le président de la République, dispose en réalité de tous les pouvoirs décisifs et cela, bien entendu, pour le compte des monopoles capitalistes. Pourtant, jusqu'à présent, le régime conservait encore un voile parlementaire dans la mesure où l'écrasante majorité à l'Assemblée bourgeoise était formée par le parti présidentiel et où par conséquent il y avait accord total entre l'un et l'autre. Mais aujourd'hui, une cassure semble s'annoncer dans le fonctionnement de la démocratie bourgeoise. Que demain un fossé apparaisse entre le parlement et l'exécutif présidentiel et c'est la « crise de régime » : telles sont du moins les prévisions les plus courantes.

Pour nous, marxistes-léninistes, nous disons que simplement tombera alors le dernier lambeau de la démocratie bourgeoise et le parlement, suivant les dispositions de la Constitution, sera rejeté de façon éclatante dans son néant.

Et pourtant, ni Mitterrand ni Marchais n'ont remis en question cette légalité constitutionnelle ! Tous deux, au contraire, clament bien haut que jamais, au grand jamais, ils n'iront à l'encontre de la Constitution.

Mais alors pourquoi Pompidou a-t-il peur ? Quelle est cette angoisse qui saisit sa classe ? D'emblée, il a répondu sur ce point : « ... un pays comme la France n'est jamais à l'abri d'une brusque flambée et les « mai 68 » ne sont pas écartés pour toujours, quoi qu'on pense, et chacun ferait bien d'y réfléchir ».

Autrement dit, ce n'est pas tant le « Programme commun », ce n'est pas tant le nombre de sièges remportés par la « gauche » lors de la prochaine mystification électorale que craint le pouvoir réactionnaire, c'est AVANT TOUT le mouvement révolutionnaire des masses, la voix de la rue, celle des usines, celle des campagnes et des universités qui risque bien, excédée, de se faire entendre.

Pompidou connaît son histoire de France : des gouvernements de « gauche », notre pays en a connu plusieurs en un siècle et les fondements du système capitaliste n'en ont pas été ébranlés pour autant, au contraire. Par contre, chaque fois que les larges masses travailleuses se sont mobilisées et ont engagé unes l'action résolue comme ce fut le cas lors des grandes grèves de 1936, ou durant le printemps révolutionnaire de 1968, chaque fois le trône de la bourgeoisie a tremblé.

Nous aussi nous devons retenir ces leçons de l'histoire : le vrai combat est entre la bourgeoisie d'un côté, le prolétariat et la masse du peuple de l'autre. Dans cet affrontement, la classe dominante dispose d'abord de sa Constitution qui lui confère en toute « légalité » le droit d'employer sa force armée, sa police et sa justice comme bon lui semble. Ce n'est pas pour rien que le plus pressant désir de de Gaulle en 1944 fut d'enlever tout pouvoir au peuple, notamment par la dissolution des milices patriotiques, tout en faisant préparer une nouvelle Constitution.

Aujourd'hui, la majorité réactionnaire dirigée par Pompidou veut préparer l'opinion publique à un nouveau pas dans le sens du fascisme, qu'elle justifie par avance en s'appuyant sur la Constitution.

Dès lors, le devoir d'un communiste authentique, le devoir de tout travailleur avancé n'est pas d'entretenir des illusions sur la légalité bourgeoise, mais bien de se préparer à de grands combats pour faire échec aux manœuvres de la classe des capitalistes. Pour cela, il doit dénoncer la Constitution de la V^e République en apportant autour de lui le maximum d'explications ; il doit aussi, avec patience et persévérance, organiser dans les entreprises, les quartiers, les campagnes, des comités d'unité prolétarienne et d'unité populaire contre la fascisation, contre la réaction, pour préparer la véritable voie qui conduira au socialisme.

Face aux menaces de Pompidou et de sa classe, une seule riposte : Tout faire pour unir la classe ouvrière, unir le peuple.

13-1-1973 - 8 h.
Henri JOUR.

**Révélation
sur une disposition
constitutionnelle**

Ce qui suit n'est qu'un exemple entre mille des possibilités que se donne la bourgeoisie pour se maintenir au pouvoir par tous les moyens. Cela ne veut pas dire que ce qui suit arrivera à coup sûr en 1973, mais rien n'empêcherait la bourgeoisie d'avoir recours à cette arme. Nos crétiens parlementaristes à tout prix de la gôche ne cessent de clamer : « Si nous avons la majorité à la Chambre des députés, ça y est, tout est gagné pour le peuple, la droite sera vaincue ». Or, Pompidou, ce rusé porteparole des monopoles capitalistes, a dit récemment qu'il « appliquerait la Constitution ». Et nos mystificateurs révisionnistes et réformistes de s'en féliciter chaudement et de continuer de plus belle à bercer le peuple de graves illusions. La Constitution bourgeoise de 1958, fidèle reflet de l'exploitation de classe de la bourgeoisie, est conçue pour qu'en tous les cas, la bourgeoisie puisse légalement rester au pouvoir. Ainsi l'article 16 qui légalement permet d'instaurer un état d'exception à résonance fasciste. Mais il y a mieux. Par exemple, l'ordonnance organique du 7 novembre 1958 (toujours en vigueur). Cette ordonnance prévoit que l'Assemblée nationale élue précédemment (celle qui est en place actuellement, par exemple) reste en fonction jusqu'à l'ouverture de la session d'avril de la cinquième année qui suit son élection. C'EST-A-DIRE, POUR LE CAS OUI NOUS INTERESSE, jusqu'au 2 avril 1973. Ce qui veut dire en clair que si les 4 et 11 mars prochains la gôche l'emportait, il serait toujours possible pour Pompidou de demander une session extraordinaire (pour n'importe quelle raison : troubles, menace « totalitaire » sur les Institutions par exemple) de l'Assemblée nationale actuelle (majorité U.D.R., R.I., C.D.P.) et lui faire réviser la Constitution de 1958. Révision qui, si elle était approuvée à la majorité des 3/5 du Parlement (députés et sénateurs)

réunie en congrès, donc sans intervention aucune du peuple (article 89 de la Constitution), permettrait un durcissement supplémentaire du régime, des modifications dans le régime électoral par exemple, ce qui rendrait plus qu'improbable une nouvelle victoire électorale de la gôche. Ainsi, par ce biais, constitutionnellement légal, la bourgeoisie resterait au pouvoir par de nouvelles élections encore mieux truquées. Les travailleurs feraient l'expérience, par la négative, des illusions électorales dangereuses entretenues par les faux partis ouvriers, qui consistent à croire que le bulletin de vote peut mettre sérieusement en danger la bourgeoisie. Ce qui prouve que choisir cette voie, actuellement, c'est se battre sur le terrain voulu par la bourgeoisie, terrain où elle ne peut que gagner car c'est elle qui fixe les règles du jeu... à son avantage exclusif. C'est forcer le peuple à se battre avec une épée de bois contre l'épée de fer de la bourgeoisie. Seule la lutte « classe contre classe », la préparation idéologique et matérielle à la prise armée du pouvoir pour l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification d'une société socialiste permettront au peuple de notre pays de voir ses intérêts profonds durablement et intégralement respectés.

P.-S. : Ceci n'est pas totalement une hypothèse d'école. En 1932, lors d'une poussée de la gauche, la bourgeoisie, affolée, dans des conditions différentes certes mais en utilisant le même principe, avait fait élire le président de la République Paul Doumer.

A BAS LA CONSTITUTION BOURGEOISE !

A BAS LES ILLUSIONS ELECTORALISTES !

ABSTENTION !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

LANESTER (Morbihan)

Nous regrettons vivement de ne pouvoir publier, faute de place, un texte rédigé par un groupe de travailleuses et de travailleurs des ateliers centraux des P.T.T., affiliés à la C.F.D.T., à la C.G.T. et non syndiqués, dénonçant la responsabilité de leurs « chefs » et la trahison de certains délégués syndicaux à l'occasion d'un grave accident du travail.

E. 100

Distributeur de GUOZI SHUDIAN

Les classiques du marxisme-léninisme et de la pensée MaoTsétoung

LENINE

La maladie infantile

La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky

MARX

Le manifeste du Parti Communiste (avec Engels)

La guerre civile en France 2,40

Critique du programme de Gotha 0,80

STALINE

Les principes du léninisme

MAO TSE-TOUNG

Textes choisis 3,00

E 100 EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20

Distributeur des EDITIONS EN LANGUE ETRANGERE
DE TIRANA - ALBANIE

Enver HOXHA	
Discours 1967-1968	3,80
Discours 1969-1970	3,80
Mehmet SHEHU	
Rapport sur le V ^e plan quinquennal	4,35
La bataille pour libération de Tirana	3,25
Histoire du Parti du Travail d'Albanie	10,80
Le P.T.A. en lutte contre le révisionnisme moderne	8,70
De quelques questions de l'édification socialiste ..	2,70
Victoire historique du marxisme-léninisme sur le révisionnisme	1,10
STALINE	
Lénine	5,40
Les questions du léninisme	32,40

CATALOGUE SUR DEMANDE

CLASSE CONTRE CLASSE

O.R.T.F. : Au congrès S.N.R.T.-C.G.T. (Syndicat National de la Radio-Télévision)

LE PROGRAMME COMMUN EN DIFFICULTÉ

L'année 1972 a été marquée à l'O.R.T.F. par « l'opération Malaud », déclenchée par le gouvernement des monopoles. En appliquant brutalement cette sinistre loi à l'Office, les monopoles capitalistes ont montré leur détermination à liquider au plus vite le service « public » de radio-télévision pour monopoliser complètement après les élections les moyens modernes d'information et de culture.

Philippe Malaud, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, chargé de l'Information, résume ainsi les intentions du pouvoir :

« Je vois très bien une première chaîne débarrassée de toute publicité, uniquement financée par la redevance, s'adressant à un public dont les préférences vont au théâtre et à la musique, aux émissions scientifiques et culturelles, etc., et une deuxième chaîne financée par les recettes de la publicité, orientée vers un programme plus populaire, avec des jeux, du sport, des feuilletons, des variétés. Les ressources différentes créeraient, je crois, des mentalités différentes. »

Ce qui revient à dire que dans l'esprit de ce bourgeois cynique et de ses maîtres, il faut : une chaîne « distinguée » (payée par les impôts) pour les gens cultivés et une chaîne « POP » pour abrutir le peuple (financée par les trusts). On ne peut afficher plus grand mépris pour le peuple travailleur.

Mais le plus important vient ensuite : pour le bénéfice de qui cette politique de ségrégation culturelle ?

Malaud poursuit :
« Le monopole, bien sûr, ne durera pas indéfiniment (il veut parler du monopole d'Etat). Mais, c'est ma seconde raison, il aura permis d'habituer le public à regarder des programmes d'un certain niveau culturel. Et cela l'aura rendu plus exigeant. »

Autrement dit : quand le public sera habitué à notre culture (de classe !), il ne verra aucun inconvénient à ce que ce soient les monopoles (Hachette et consorts) qui la produisent, la diffusent... et en profitent ! Le monopole de l'in-

formation et de la culture par les moyens audio-visuels sera la propriété des monopoles capitalistes.

Staline démontre que le capitalisme monopoliste d'Etat, c'est la subordination de l'Etat aux monopoles ; le démantèlement de l'O.R.T.F. en offre un exemple lumineux !

C'est dire l'importance toute particulière de ce congrès du syndicat C.G.T. de l'O.R.T.F., qui se situe en pleine offensive économique et politique de la bourgeoisie monopoliste.

On s'attendait donc à voir développer devant les travaux une analyse serrée de la situation.

En fait, sur le démantèlement de l'O.R.T.F. : rien (excepté un rapport présenté par une section de base des opérations de prise de vues - voir post-scriptum).

Le rapport d'activité préparant le congrès, manifestement fait à la hâte, énumère les diverses actions syndicales de l'année, signale à l'attention des congressistes la signature du Programme commun et, sans la moindre explication économique et politique, émet l'opinion que ce Programme offre les perspectives de changement à terme de la société capitaliste en société socialiste, et qu'il est susceptible d'apporter la solution des problèmes posés dans les luttes syndicales et demande au congrès de se déterminer (durée du congrès : douze heures !).

C'est ce qui s'appelle parachuter une solution sans poser le problème !

Que la discussion sur le Programme commun s'instaure dans la C.G.T., soit. Encore faudrait-il y mettre les formes statutaires d'une part, et aborder les problèmes sous un jour politique ouvert, d'autre part.

Or, que s'est-il passé ?

— Premièrement : le Bureau national n'avait pas pris officiellement position pour le Programme commun.

— Deuxièmement : malgré le travail d'agitation à la base des militants du P.C.F. (quelques maigres assemblées : Maison de la radio, trente pré-

sents pour plus de quatre cents cartes), le congrès n'avait pas de mandat statutaire pour prendre la décision.

— Troisièmement : à défaut d'un travail préparatoire montrant les problèmes posés d'une part et les « solutions » proposées d'autre part, le congrès ne pouvait donner qu'un accord de principe sur le Programme commun.

Pour ces trois raisons, la carte forcée au Programme commun n'a pas joué : les congressistes se sont séparés après un vote individuel d'une résolution d'orientation de l'activité syndicale, qui ne se conclut pas par un soutien au Programme commun, mais :

— Dénonce la nocivité de la domination économique et politique des monopoles sur la vie nationale (plus particulièrement Thomson-C.S.F.-Hachette) ;

— Et précise la nécessité de mettre fin à cette domination par des transformations importantes liées à la démocratisation de l'économie, et par la promotion d'une politique nouvelle s'appuyant sur le peuple, la classe ouvrière et prenant en compte les revendications, les besoins, les aspirations des travailleurs.

En conclusion : quand les accords de sommet ne satisfont pas la base, la fausse démocratie se met en cas de recevoir des leçons de démocratie.

Post-scriptum :

1. Des trotskystes lambertistes de l'O.C.I., présents à ce congrès, ne craignent pas le ridicule, préconisant... un vote classe contre classe pour les partisans « communiste et socialiste ». Nous rappelons à nos lecteurs que classe contre classe est notre tactique de lutte, et non pas un instrument de l'arsenal électoraliste bourgeois !

2. — Le rapport présenté à ce congrès par un de nos camarades a été écouté attentivement par les congressistes, louangé par le Bureau national (!) et réclamé par un certain nombre de délégués. Il sera diffusé dans le syndicat à tous les délégués.

Les Communistes marxistes-léninistes de l'O.R.T.F.

Bourrage de crâne

Voici le texte donné en exercice de sténo aux élèves de première du lycée technique de Narbonne. A copier dix fois en cas de fautes.

« Dans une grande maison de commerce, je suis employée de bureau. Je reçois les commandes et j'établis les factures. Tout s'anime devant moi. Je m'inquiète quand un client semble nous abandonner. Je me sens un élément agissant de la maison et je prends ma tâche à cœur ; je m'applique à bien la remplir et j'ai la satisfaction très vive de me voir contier des initiatives et des postes de plus en plus importants. Mes efforts de tous les jours tendent à m'améliorer et ma plus belle récompense serait d'entendre dire de moi : voilà une employée modèle ! »

Merci à ce professeur de nous montrer si clairement que l'enseignement sert en régime capitaliste !

(Extrait de « Hebdo-34 »).

Paternalisme

Le paternalisme ne joue plus ! Peu nombreux étaient les ouvriers et ouvrières présents à la soirée-coctail organisée par la direction de Morari (métallurgie, Montpellier) : sangria, bal où patron et petits-chefs trinquèrent et dansèrent avec les rares ouvrières présentes. Au seuil de cette nouvelle année, ces messieurs comptaient sûrement faire oublier leurs méfaits quotidiens.

Tout est bon pour rogner sur nos maigres salaires :

— La loi, au service des patrons, prévoit que pour que les jours fériés soient payés, il faut que l'ouvrier ait travaillé 8 heures avant et 8 heures après. Morari s'est servi de cette loi pour ne pas payer le 1^{er} janvier à une ouvrière qui, le 2 janvier, a travaillé jusqu'à 16 h 30 au lieu de 17 h 30 ;

— De même, toujours en vertu de la loi, toute ouvrière pointant avec une minute de retard seulement se voit enlever un quart d'heure ; ainsi une ouvrière qui le matin avait pointé à 8 h au lieu de 7 h 59 et l'après-midi à 13 h 30 au lieu de 13 h 29 s'est vue enlever une demi-heure de salaire, pendant laquelle elle a pourtant travaillé !

Messieurs les patrons, vous pouvez garder vos « largesses » d'un soir, nous ne trinquons pas avec nos exploitateurs !

Une ouvrière.

(Extrait de « Hebdo-34 »).

Au Super-marché Carrefour de Laval :

HALTE A LA SUREXPLOITATION DES EMPLOYÉS !

« CARREFOUR TOUT MOINS CHER, TOUTE L'ANNEE »

« DES PRIX QUE TOUT LE MONDE NOUS ENVIE »

AUTANT DE SLOGANS SOLLICITANT VOTRE ARGENT

Or, depuis le 1^{er} janvier tous les prix de l'alimentation ont augmenté de 8 à 10 %.

Dans tous les autres rayons du magasin cette même hausse interviendra fin janvier.

Ne soyez pas dupes : si vous êtes attirés par des articles en vente promotionnelle à des prix effectivement très bas, ces prix d'appel ne sauraient être applicables à l'ensemble des autres articles de consommation courante.

De plus, chères ménagères nous attirons votre attention sur la qualité des produits alimentaires vendus.

Bon nombre de clients nous sont revenus avec de la viande, du poisson, des produits laitiers avariés.

LA DIRECTION S'ETANT EFFORCEE A PLUSIEURS REPRISES D'ETOUFFER QUELQUES CAS D'INTOXICATION ALIMENTAIRE !

Ce magasin se voulant être à l'avant-garde du commerce n'a été prévu que pour :

UN DEBIT MAXIMUM DE MARCHANDISES AVEC UN MINIMUM DE PERSONNEL QUE L'ON FAIT TRAVAILLER AU MAXIMUM.

Les personnes que vous considérez comme vendeurs (qui ne possèdent aucune qualification pour cela) commandent la marchandise, la réceptionnent, l'étiquettent et la mettent en rayon...

Des caissières à temps partiel, travaillent 25 heures seulement par semaine, mais (avec des horaires répartis toute la journée de 10 heures le matin à 10 heures le soir variant toutes les semaines). Elles touchent un salaire de famine de 600 F par mois.

Nous travaillons tous les samedis, bien souvent jusqu'à 10 heures le soir et pour certains d'entre nous, outre le dimanche sans aucun jour de congé.

Certains groupes de caissières travaillent parfois pendant 2 à 3 semaines de suite jusqu'à 22 heures, ce qui ne les fait pas sortir avant 22 h 15, 22 h 30, car après le passage des derniers clients elles doivent faire leur caisse.

DE PARTOUT NOUS SOMMES SURVEILLES ET ESPIONNES :

● Par les chefs prétentieux arrivés à ces postes en fayotant et en ayant effectué 14 h à 15 h de travail par jour.

● Par les surveillants pour la plupart flics ou militaires en retraite.

DE PLUS :

● 5 femmes flics poussent leur caddie toute la journée en prenant l'allure de clients et vous observent en permanence.

Mais la direction ne nous transformera pas en travailleurs fayots qui considéreraient les heures supplémentaires non payées comme un service tout à fait normal à rendre à la « maison ».

Nous n'y avons aucun intérêt et sommes résolument prêts à nous défendre pour l'amélioration de nos conditions de travail et à vous faire savoir la façon dont Carrefour vous vole.

DES EMPLOYES DU MAGASIN.

Editions Naïm Frashëri
réédité par les
Editions du Centenaire

ENVER HOXHA

RAPPORT D'ACTIVITE
DU COMITE CENTRAL
DU PARTI DU TRAVAIL
D'ALBANIE
présenté au 6^e Congrès
du Parti du Travail d'Albanie
le 1^{er} novembre 1971

L'exemplaire : 8 francs
(+ 20 % de frais de port)

E 100

EDITIONS - DIFFUSION
DU CENTENAIRE
B.P. 120 - 75962 Paris Cédex 20

DANS L'OUEST...

LA BATAILLE DU LAIT

Mardi 30 janvier les producteurs de lait de la région de Nantes bloquent un camion de livraisons des produits laitiers provenant de la firme Nego-Virlux, qui approvisionne les grandes surfaces de Nantes (Carrefour-Escale), sur la route de Paris en haut de la côte de la Seilleraye et le détournent dans une cour de ferme.

Depuis, jour et nuit des paysans venant de tout le département de la Loire-Atlantique se relaient pour garder le camion.

Tous les jours des Assemblées générales, sur le lieu du blocage, examinent la situation. Certaines A.G. regroupent jusqu'à 300 personnes.

Les femmes de paysans sont aux premiers rangs dans l'action organisant des A.G. sur leurs propres problèmes.

Ces paysans comptent débloquent le camion dès que le président de l'Union Laitière Normande — (Négo-beurœuf) aura accepté de se déplacer pour engager les négociations.

Ils exigent que le lait leur soit payé à son prix de revient comprenant une rémunération du travail au moins égale au S.M.I.C. : 71,7 centimes le litre en qualité C (la qualité la moins bonne) au lieu de 60,5 centimes actuellement.

Dans cette action les paysans s'organisent et ont ouvert leur tribune de discussion à tous les travailleurs en appelant à la solidarité contre le même exploiteur : le capitalisme. Des équipes ouvrières, des employés des supermarchés, des enseignants en grève pour la suppression de l'auxiliaire dans l'éducation nationale de la Loire-Atlantique, de la Vendée, du Maine-et-Loire et de la Mayenne, sont venus apporter leur soutien moral et financier.

Les paysans ont installés des panneaux sur le lieu du blocage où l'on peut lire le récit de leurs luttes et de celles des autres travailleurs : ouvriers des Batignolles. Employés de Carrefour. Des slogans sont peints : « Ouvriers, paysans même combat » et d'autres reprenant les revendications des paysans.

Les paysans restent calmes et ne cèdent pas à la provocation policière constamment présente. Sur la route un panneau nous prévient du danger : « Attention risque de flics ».

D'autres blocages de camions ont eu lieu dans la région ouest : Lusanger près de Redon et Pré-en-Pail (Mayenne) mais à chaque fois les forces d'intervention capitalistes ont réagi très vite.

A Lusanger (Loire-Atlantique) des paysans ont bloqué un camion de lait vendredi 2 vers 9 heures. Le lendemain, 15 agriculteurs montaient la garde autour du camion qui avait été amené sur la place du village. 400 C.R.S. aidés des gendarmes du

coin ont investi le village, débloquent le camion, fiché et photographié les paysans.

A Pré-en-Pail (Mayenne) 50 agriculteurs bloquent un camion de la Laiterie Besnier pendant 7 heures mardi 6 février. Arrêté vers 6 heures du matin le camion a été conduit sous escorte dans la cour d'une ferme, à 4 km du bourg de Pré-en-Pail, sur la route du Mont des Avaloires où l'année dernière, 11 camions avaient été bloqués.

La gendarmerie était bientôt là, procédait à des vérifications d'identité. Puis arrivaient 4 cars de C.R.S. casqués, avec fusils-grenades. Vers midi, pour s'opposer au déplacement de la remorque qu'ils avaient mise pour bloquer le camion les paysans montaient dedans. C'est alors que les C.R.S. chargeaient en lançant des grenades lacrymogènes. Les paysans qui à tout moment gardèrent leur sang froid tentèrent alors d'empêcher la sortie du camion en glissant des pierres et des rondins sous les roues. On a même vu un paysan se placer courageusement sous les roues ; il fallut 5 ou 6 C.R.S. pour l'en dégager.

Du côté des paysans c'était l'indignation : « Regardez-moi ça, c'est des fils d'ouvriers et de paysans et ils cognent sur leurs frères », « Quand on veut défendre notre revenu on nous envoie les C.R.S. », « Dans les usines en grève ils font la même chose », « On voit bien de quel côté ils sont », « Vous êtes au service des forces capitalistes, des exploités contre lesquels nous ne faisons que nous défendre. Mais ces exploités, les cumulards par exemple vous les laissez bien tranquilles, même s'ils enfreignent la loi et les décisions de la préfecture et puis vous n'avez aucun mandat pour violer une propriété privée. »

En effet, là encore les capitalistes ont violé leur propre légalité bourgeoise pour défendre leurs intérêts.

Les C.R.S. sont repartis sous les huées.

Pour tous les paysans, c'était clair :

— d'un côté des agriculteurs réclamant la justice, un salaire « pour mieux vivre et non pas pour mieux gérer l'entreprise », des agriculteurs tous solidaires : « Il n'y a pas de chefs ici », ont-ils répondu au capitaine de gendarmerie.

— De l'autre côté, les forces de l'ordre capitaliste qui manifestement avaient reçu l'ordre d'aller vite et fort pour que l'exemple des paysans de Loire-Atlantique ne s'étende pas, et qui n'hésitèrent pas à violer la loi en intervenant brutalement sur une propriété privée sans mandat ni commission rogatoire.

Par cette action, les paysans voulaient montrer leur solidarité avec la Loire-Atlantique en lutte, dénoncer les profits énormes que font sur leur dos les firmes (Besnier, Négo-beurœuf) et le scandaleux bradage qu'elles font aux grandes surfaces (Carrefour, etc.). Ils réclament que le lait soit payé par les entreprises à son prix de revient, la suppression de toutes les primes (qualité, quantité...).

LE LAIT à 71,7 centimes en qualité C TOUT DE SUITE !

VIVE LA JUSTE LUTTE DES PAYSANS DE L'OUEST !

OUVRIERS PAYSANS TOUS UNIS CONTRE LE CAPITALISME !

C.D.H.R. François MARTY.
LAVAL.



Affrontements violents entre les C.R.S. et les paysans venus pour bloquer la route aux camions des trusts du lait.

Appel aux travailleurs de Lorient pour la défense de leurs camarades d'Oraly-Guidel

Le Comité de soutien de Lorient comprend, nous a-t-on dit, toutes les organisations qui se prétendent les défenseurs des travailleurs.

Tous ces gens font des discours, écrivent des articles, ont leur tête dans les journaux et pignon sur rue. Pendant ce temps-là, la classe ouvrière affronte journalièrement le patronat, et quel patronat ! protégé par le gouvernement et ses flics.

Braff à Hennebont, la Saf à Quimperlé, à nouveau Braff, plusieurs fois les chantiers de la Perrière, Ripoché, Forge et Fer, Compagnie des signaux (vingt licenciements), le bâtiment, les dockers, les géomètres, les enseignants, la S.N.C.F., les fonctionnaires, les paysans, Oraly, biscuiterie Saint-Sauveur, les employés de banque, et combien d'autres...

Dans toutes les boîtes, les travailleurs affrontent le patronat pour de meilleurs salaires et pour l'amélioration des conditions de travail.

LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LEUR UNITE DANS LA LUTTE!

Et à quoi assistons-nous ? Chaque boîte ou chaque corporation mène séparément son combat, cela pour le plus grand bien des patrons et du gouvernement, ce qui, en plus, facilite la répression.

Le rôle des « Unions » locales et départementales est d'unir les actions de la classe ouvrière. Aujourd'hui, les travailleurs sont en droit de se demander si tout n'est pas fait pour que l'UNITE D'ACTION ne se réalise pas. Ces messieurs, nos « représentants », en sont même arrivés à désapprouver certaines actions.

N'est-ce pas messieurs que la

grève d'Oraly, à Guidel, vous a gênés ? Votre appel au soutien a été aussi timide que tardif. On attend toujours vos prises de position concernant la mère Corlay, sa garde personnelle de gardes-mobiles, ses cadres fascistes et son syndicat jaune.

Aujourd'hui, la mère Corlay, que vous avez laissée agir en patronne de choc, par votre passivité, prend sa revanche : après la grève de cinq semaines, la REPRESSION CONTRE LES GREVISTES COMMENCE : DEJA UN LICENCIEMENT ! D'autres sont annoncés cyniquement pour les prochaines semaines.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES DE LORIENT, LAISSERONS-NOUS LICENCIER UNE PAR UNE CES COURAGEUSES OUVRIERES, DONT LE SEUL CRIME EST D'AVOIR OSE LUTTER CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE ?

Après avoir abandonné la Saf à Quimperlé, Braff à Hennebont, les « organisations », qui disent défendre les intérêts des travailleurs, vont-elles aujourd'hui nous faire accepter l'abandon de nos camarades d'Oraly ?

CAMARADES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE LORIENT, IL EST TEMPS DE COMPRENDRE QUE LA LUTTE DE CLASSE, CE N'EST PAS SE REPOSER SUR QUELQUES PERMANENTS ET FAIRE UN DEFILE, UNE FOIS PAR AN !

Un groupe de travailleuses et de travailleurs C.G.T. et C.F.D.T. qui sont pour une véritable lutte de classe.

AUX BATIGNOLLES

La direction prépare des licenciements (184). Depuis le début de la semaine dernière, elle fait parvenir des lettres recommandées où il est reproché aux ouvriers de faire un rendement insuffisant.

Ceux-ci ripostent par un tract où ils dénoncent le gaspillage dans l'usine qui se chiffre par plusieurs millions et dont les cadres sont responsables. La lutte des ouvriers pour leur emploi rejoint celle des paysans contre les entreprises capitalistes avides de profit.

(Affiche manuscrite placardée au piquet de blocage à Nantes.)



1) L'ABSTENTION a pour but de démasquer et combattre les illusions électoralistes, qui se fondent sur la théorie antiléniniste de la possibilité d'un passage au socialisme par la voie pacifique.

2) L'ABSTENTION a pour objet de contester fondamentalement la Constitution de la V^e République, comme d'ailleurs toute Constitution de contenu capitaliste.

3) L'ABSTENTION manifeste naturellement le refus catégorique d'accorder quelque confiance que ce soit aux Partis de la majorité sortante et à leur gouvernement. Ceux-ci sont en effet au service exclusif des intérêts de classe de la bourgeoisie capitaliste monopoliste, qui dispose de l'appareil d'Etat.

Combattre les illusions électoralistes

1) Les illusions électoralistes sont profondes dans notre pays, du fait même que la tradition électorale s'y trouve très ancienne. Dans la pratique et dans l'analyse de la révolution russe, Lénine a amplement démontré que la victoire de la classe exploitée et opprimée ne peut intervenir par la voie des élections. S'il a préconisé successivement boycott ou participation à différents scrutins organisés par l'Etat tsariste, et s'il a critiqué en 1920 le « gauchisme » de certains partis communistes occidentaux qui refusaient systématiquement toute participation à des élections, ce fut toujours en expliquant que la voie des élections ne pouvait pas, seule, conduire à la victoire. Lénine a fait la démonstration concrète de la justesse de l'analyse de Marx, élaborée sur la base de l'expérience de la Commune de Paris, que toute victoire révolutionnaire ne peut intervenir sans la destruction complète de l'Etat ancien.

De fait, l'histoire de l'humanité démontre sans contestation possible que les changements profonds et durables de type de société ne sont jamais intervenus autrement que par le renversement violent de l'ordre ancien, de la commune primitive à l'esclavagisme, de l'esclavagisme au féodalisme, du féodal-

4) L'ABSTENTION manifeste également le refus de tout soutien à l'Union de la gauche, entreprise électoraliste destinée à tromper la classe ouvrière et les masses laborieuses de notre peuple, mais non à combattre réellement le capitalisme.

5) L'ABSTENTION permet de s'opposer résolument aussi bien à l'impérialisme français que représente l'U.D.R. et ses alliés, qu'à la tentative d'inclure la France dans la sphère impérialiste américaine définie par l'alliance américano-soviétique qui aspire à imposer au monde entier sa double hégémonie, tentative dont l'Union de la gauche constitue l'actif support.

lisme au capitalisme et du capitalisme au socialisme à notre époque.

L'ABSTENTION préconisée par les communistes marxistes-léninistes vise à rappeler un tel principe qui appartient au matérialisme historique : les travailleurs exploités et opprimés, qui désirent des changements profonds, réels et durables de leurs conditions d'existence ne peuvent s'en remettre à la voie dite pacifique, qui n'est qu'une impasse, mais ils doivent prendre conscience de la nécessité d'une voie révolutionnaire, inévitablement caractérisée par un affrontement de classe violent.

Naturellement, cela ne signifie en rien que nous soyons partisans de la violence pour la violence ou par goût de la violence. Les marxistes-léninistes savent simplement que l'Etat capitaliste perpétue sa domination sur la classe ouvrière et les masses laborieuses par une violence permanente sous des formes multiples et sur tous les plans. Aussi proclament-ils que les lois de la science du progrès humain exigent le recours à la violence révolutionnaire pour faire avancer la civilisation, en particulier aujourd'hui pour faire passer notre pays du stade du capitalisme à celui du socialisme.

NEE D'UN COUP DE FORCE

Pompidou, comme hier De Gaulle,

parle de « légitimité ». Aurait-il la mémoire si courte qu'il oublie que la V^e République et sa Constitution sont nées d'un complot ? Certes non, il cherche simplement à ce que cette chose là soit oubliée. Rappelons les faits. Nous sommes en 1958. Guy Mollet est président du conseil et a mis à profit les « pleins pouvoirs » pour intensifier la guerre coloniale contre le peuple algérien.

Divers centres de conspiration gaulliste se sont constitués. Chaban-Delmas, alors ministre de la défense nationale dirige l'un d'eux. Une campagne pour « l'appel à De Gaulle » se développe. Il s'agissait de créer les conditions de cet appel. Une date est fixée : le 13 mai. Le plan est le suivant : à Alger, Sous-telle est chargé d'occuper le « gouvernement général ». A Paris, le fasciste Biaggi compte sur 1.500 hommes de main armés (dont 300 ayant participé à la contre-révolution hongroise) pour occuper le Pa-

Au moment où le Parti communiste français, dans son XX^e Congrès, vient de renier délibérément et définitivement le enseignement de la Révolution bolchévique, les communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité Rouge », en appelant à combattre la théorie de la voie « pacifique » et les illusions électoralistes qu'elle inspire, se réclament avec force des principes impérissables de la voie révolutionnaire d'Octobre 1917.

Est-ce à dire que nous pensions imminente la Révolution prolétarienne en France ?

Nullement. D'ailleurs nous ne sommes pas des prophètes.

Refuser de cautionner le jeu de la constitution

2) Mesdames et Messieurs, la Constitution de la V^e République est une Constitution « antidémocratique, monarchique et fasciste ». Tels étaient les qualificatifs employés par les dirigeants du Parti communiste français au cours des années 1958 et 1959, lorsqu'ils combattaient, seuls contre tous et contre leurs alliés d'aujourd'hui, la Constitution gaulliste. Pour notre part, nous considérons que cette Constitution est exclusivement destinée à servir les intérêts de classe de la bourgeoisie capitaliste monopoliste, et non les intérêts du peuple.

Nous n'allons pas vous imposer un cours de droit constitutionnel et disséquer article par article cette Constitution, qui est sans nul doute la plus réactionnaire qu'ait connue la République française depuis son avènement. Nous vous en présentons simplement l'avis de l'un d'entre vous, journaliste, réputé pour sa modération. Au moment où, en 1962, le général de Gaulle s'appropriait à renforcer le caractère autoritaire de son pouvoir, voici ce qu'écrivait en effet M. Pierre Vianson-Ponte dans son livre « La République gaullienne », Tome II, page 44.

« A côté d'un parlement va se dresser une seconde institution procédant également du suffrage universel. A lui seul, le Président sera le dépositaire de la souveraineté populaire dans sa totalité, alors que chaque député n'en incarne que la 46^e partie. Tout désormais procédera de lui. Chef de l'Etat, véritable chef du gouvernement, qu'il nomme, révoque, auquel il dicte sa politique, garant de l'indépendance nationale, chef des armées, nommant à tous les grands emplois, promulguant les lois, armé du droit de dissolution, du droit de grâce, du droit de s'adresser au Parlement par des messages et à sa guise au pays, en pratique détenteur du droit de référen-

Mais nous considérons qu'une crise de régime est possible au cours des années à venir, au cours des prochains mois peut-être, dans la mesure où les contradictions internes et externes du système capitaliste en France ne cessent de s'aggraver.

L'ABSTENTION signifie donc concrètement :

Travailleurs ! ne vous laissez pas tromper par toutes les promesses électoralistes des uns et des autres ! Préparez dès maintenant les grands combats de classe qui seuls permettront d'ouvrir la voie révolutionnaire vers le socialisme et la dictature du prolétariat !

dum et à tout instant (par l'article 16) de la faculté de se saisir de tous les pouvoirs, il sera fatalement le chef du parti majoritaire. C'est vraiment le monarque républicain, que M. Debré appelait de ses vœux en 1943, un personnage fantastique auprès duquel le président américain avec tous les contrepoids du régime présidentiel, le Premier anglais avec toutes les limitations du régime parlementaire et finalement tous les chefs d'Etat des pays démocratiques font bien pâle figure. »

Aussi, vous le comprendrez, désirons-nous souligner la vanité absolue que comporte l'intention de réaliser des changements de conditions d'existence des travailleurs dans le cadre maintenu de cette Constitution. En acceptant le maintien des principales dispositions constitutionnelles, notamment celles concernant le rôle du Président de la République (Titre II - article 5 à 19), même s'il envisage l'abrogation du fameux article 16 relatif à des pouvoirs exceptionnels, le Programme commun de gouvernement présenté par l'Union de la gauche s'interdit par avance toute possibilité concrète et efficace pour imposer une politique différente de celle voulue par la grande bourgeoisie des monopoles capitalistes incarnée par le Président de la République.

L'ancien directeur de la banque Rothschild, Pompidou, qui a été élu au rabais à la fonction de Président de la République est et reste constitutionnellement le seul détenteur du pouvoir d'Etat, grand patron de l'exécutif, qui peut se permettre « légalement » de s'opposer au législatif et de dissoudre l'Assemblée nationale si sa composition n'est pas de son goût. C'est d'ailleurs là une menace qu'il a encore implicitement proférée dans son allocution télévisée.

UN REVE DU CAPITAL DEVENU REALITE

En réalité la Constitution de 1958 est l'aboutissement de dizaines d'années d'effort de la part des hautes sphères du capitalisme. Le coup d'Etat du 13 mai a simplement permis de créer les conditions de leur réalisation.

Les dispositions essentielles de cette constitution se retrouvent dans les projets constitutionnels mis au point dans les 30 années précédentes par les représentants du grand capital.

Quelques exemples.

Dès la fin de la première guerre mondiale un projet fut mis au point par Mercier, administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et Petsche, administrateur des chemins de fer du Nord, fief de Rothschild. Ce projet prévoyait la réduction du rôle du parlement.

En 1930, Tardieu, lié au Comité des Forges et aux grandes banques,

CINQ RAISONS POUR L'ABSTENTION

(extraits de la conférence de presse de l'Humanité Rouge - le 10 Février 1973)

On sait dans quelles conditions historiques fut imposée cette Constitution au peuple français. Après le coup de force militaire d'Alger, exécuté par le général Massu avec l'appui de Salan, le premier devenu célèbre pour avoir organisé la pratique de la torture contre les patriotes algériens, le second pour avoir dirigé les crimes sans nom de l'O.A.S. à la fois contre des Algériens et contre des Français, le général de Gaulle fut porté au pouvoir avec la complicité active de Guy Mollet et du Parti socialiste SFIO. Le référendum portant sur la Constitution en cause fut l'occasion d'une campagne à la guerre civile, d'un chantage éhonté contre la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs, de telle sorte qu'il permit que se dégage une importante majorité électorale qui signifiait bien plus un plébiscite du « sauveur suprême » qu'une approbation explicite de la Constitution elle-

même. En pratiquant en 1958 une politique opportuniste vis-à-vis des prétendus socialistes et de Guy Mollet, les dirigeants du Parti communiste français avaient créé les conditions historiques les plus favorables à un tel développement.

Aujourd'hui les revols empestés dans le même chemin plus que dangereux. Nous sommes en droit de poser la question : quel système vont-ils amener cette fois-ci, en remettant en selle des équipiers aussi douteux et déloyaux que ces « socialistes », qu'ils aient nom Mitterrand, Deferre ou encore et toujours le même Guy Mollet ?

L'ABSTENTION que préconisent les communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité Rouge » signifie leur refus catégorique de cautionner en quoi que ce soit le jeu néfaste de la Constitution ultra-réactionnaire de la V^e République.

Refuser de « choisir » entre deux politiques impérialistes

Enfin une dernière raison tout à fait fondamentale justifie la position des communistes marxistes-léninistes, c'est la prise en considération de ce que représentent sur le plan international la coalition de l'Union des Républicains de Progrès d'une part, l'Union de la gauche d'autre part.

Tout à l'heure, Mesdames et Messieurs, nous n'avons parlé que de la politique intérieure du gouvernement et de la majorité sortante.

Sur le plan de sa politique extérieure, la bourgeoisie capitaliste française défend ses intérêts avec acharnement, elle est même engagée dans des luttes acharnées avec d'autres impérialismes, en particulier l'impérialisme américain. L'annulation des commandes de Concorde par les compagnies américaines, comme la bataille du dollar en sont les plus récentes manifestations.

Les marxistes-léninistes ne sont pas indifférents à cette situation et se réjouissent de tout ce qui peut diviser l'adversaire et de tout ce qui peut affaiblir sur le plan mondial l'ennemi principal des pays authentiquement socialistes et des peuples du monde, l'impérialisme américain.

Il n'en demeure pas moins que sur le plan français, les marxistes-léninistes savent très bien que ce ne sont pas les hommes de la bourgeoisie qui représentent les intérêts de la nation, c'est-à-dire les intérêts du peuple laborieux. D'ailleurs, il suffit de lire d'un peu près

les proclamations et écrits d'hommes comme Michel Debré, pour se rendre compte que ces gens-là, accrochés à « l'impérialisme de papa » comme des naufragés en perdition, font preuve d'un pessimisme et d'un défaitisme vraiment stupéfiant, en particulier pour un ministre des Armées ! La réalité est que la bourgeoisie française, en tant que classe, en dépit de l'inévitable lutte qu'elle mène contre la double agression économique-politique américano-soviétique, ne représente plus la force dirigeante ni l'idéologie nécessaire de nature à faire victorieusement face à toute entreprise lancée contre le peuple de France.

Les marxistes-léninistes sont convaincus que la classe ouvrière, en tant que classe révolutionnaire, aujourd'hui comme hier quand elle fut seule fidèle à la France profanée par les nazis, est seule en mesure de diriger le peuple de notre pays pour la défense victorieuse de la patrie, menacée par les tentatives de double hégémonie mondiale des deux prétendues super-puissances. C'est en ce sens que l'« Humanité Rouge » s'oppose à toute mesure qui placerait la France dans une position sans défense, notamment l'adhésion au Traité de Moscou qui lui interdirait d'édifier sa propre force de défense nucléaire nationale.

Lorsque demain sera réalisée une France authentiquement socialiste, la classe ouvrière veillera avec vigilance à protéger ses conquêtes révolutionnaires par la disposition de moyens appropriés,

tels les engins de dissuasion thermonucléaires. De plus, elle adhèrera aux propositions du gouvernement chinois et prendra l'engagement de ne jamais utiliser de telles armes la première, engagement auquel se refusent les U.S.A. et l'U.R.S.S.

Face aux représentants de l'impérialisme français qui continue à exploiter et opprimer les peuples colonisés ou néo-colonisés aux Antilles, à Djibouti, en Afrique et ailleurs, l'Union de la gauche vise explicitement à placer la France dans la sphère d'influence américaine résultant du partage du monde entre les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques.

Nous ne parlerons pas des liens qui existent entre l'Etat et le Parti dominant d'Union soviétique et le Parti communiste français. Georges Marchais n'est-il pas allé récemment à Moscou pour y obtenir l'accord de Brejnev, accord d'ailleurs rendu public, à la tactique de l'Union de la gauche ? Nous n'en parlerons pas car là n'est pas l'aspect principal des visées de l'Union de la gauche. En fait, les faux communistes de Moscou acceptent d'ores et déjà que la France soit placée dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain. Cette attitude résulte du marchandage passé entre eux et les impérialistes américains pour le partage du monde.

Aussi ne faut-il point s'étonner des

liens étroits et parfois publics qui existent entre Mitterrand et les hommes politiques, banquiers et militaires américains. Les visites de ce « chef socialiste » aux Etats-Unis ne sont plus un secret pour personne, et ses rapports préférentiels avec les meilleurs agents de l'impérialisme américain en Europe, tels Willy Brandt ou Wilson, sont désormais bien connus. Au demeurant, le fameux Programme commun n'entend pas remettre en cause l'alliance atlantique de la France, contrairement à ce qu'exigeait naguère les dirigeants du Parti communiste français. En ce qui concerne le marché commun européen, rien dans ce même Programme ne permet de supposer que le gouvernement de l'Union de la gauche poursuivrait la politique actuelle, qui représente les intérêts des monopoles français en contradiction avec ceux des impérialistes américains.

L'ABSTENTION signifie le refus catégorique des communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité Rouge » de cautionner quelque politique impérialiste, que ce soit celle de l'impérialisme français avec l'Union des Républicains de Progrès (ils se sont ainsi baptisés !) ou celle qui ramènerait rapidement la situation qui existait sous la IV^e République, lorsque la politique et l'économie française étaient entièrement dominées par les intérêts de l'impérialisme américain.

Notre programme immédiat

Quel est donc notre programme immédiat ?

Nous l'avons déjà indiqué, nous ne sommes pas des impatientes prenant leurs désirs pour des réalités, et nous ne considérons pas que la situation actuelle soit déjà pré-révolutionnaire. Nous laissons une telle attitude à M. Krivine et à ses amis qui, tout en appelant à voter pour l'Union de la gauche au second tour, participent au jeu voulu par la bourgeoisie capitaliste dès le premier tour !

Dans l'immédiat, notre ligne consiste à développer une intense campagne d'explications, à la fois contre la Constitution capitaliste et contre les illusions électoralistes engendrées par les dirigeants révisionnistes et réformistes du P.C.F. et du P.S. au nom de la sacro-sainte voie « pacifique ».

Dans cette bataille, qui se situe à la fois au niveau idéologique et au niveau politique, nous pensons qu'il convient d'unir tous les hommes et toutes les femmes qui aspirent sincèrement à des changements profonds, réels et durables. Mais nous accordons un rôle prioritaire et dirigeant à la classe ouvrière.

Aussi les militants communistes mar-

xistes-léninistes, organisés politiquement dans les entreprises, militants affiliés à la C.G.T. ou à la C.F.D.T., sont-ils parmi les plus actifs pour impulser les luttes revendicatives économiques et sociales et les transformer en luttes essentiellement politiques.

Autour des noyaux marxistes-léninistes déjà existant dans les entreprises, l'« Humanité Rouge » appelle à constituer des Comités d'unité prolétarienne, regroupant les travailleurs avancés.

Parallèlement, nous en cours de constitution des Comités d'unité populaire dans les quartiers et dans les villages, à partir des militants communistes marxistes-léninistes. Ces comités ont pour but d'impulser une prise de conscience politique dans la masse de la classe ouvrière et des couches sociales laborieuses encore trompées et désorientées par les partis politiques traditionnels.

Les marxistes-léninistes ne sont nullement contre le syndicalisme et soutiennent les justes revendications des travailleurs, mais ils font tout pour politiser ces revendications, dont la légitimité résulte précisément de la politique d'exploitation du système capitaliste.

UNE CONSTITUTION CONTRE LE PEUPLE

La Constitution, c'est là quelque chose qui peut sembler bien abstrait à bon nombre de travailleurs. C'est quelque chose qu'on connaît mal. Combien de travailleurs ont eu entre les mains le texte de la Constitution de la V^e République ?

Et pourtant c'est d'elle que dépendent bien des aspects de la vie des travailleurs. La Constitution, c'est l'exposé juridique de l'ensemble des moyens que se donne la classe dominante pour exercer son pouvoir. Une Constitution exprime un certain rapport de force entre les classes. Une Constitution est une arme au moyen de laquelle une classe exerce son pouvoir. La Constitution de la V^e République est l'arme du capital, du pouvoir du capital. Mais regardons-y de plus près. Et revenons quelques années en arrière, jusqu'en 1958, année où fut proclamée la Constitution actuelle.

l'« Humanité Rouge » appelle à constituer des Comités d'unité prolétarienne, regroupant les travailleurs avancés.

Parallèlement, nous en cours de constitution des Comités d'unité populaire dans les quartiers et dans les villages, à partir des militants communistes marxistes-léninistes. Ces comités ont pour but d'impulser une prise de conscience politique dans la masse de la classe ouvrière et des couches sociales laborieuses encore trompées et désorientées par les partis politiques traditionnels.

l'« Humanité Rouge » appelle à constituer des Comités d'unité prolétarienne, regroupant les travailleurs avancés.

Parallèlement, nous en cours de constitution des Comités d'unité populaire dans les quartiers et dans les villages, à partir des militants communistes marxistes-léninistes. Ces comités ont pour but d'impulser une prise de conscience politique dans la masse de la classe ouvrière et des couches sociales laborieuses encore trompées et désorientées par les partis politiques traditionnels.

Les marxistes-léninistes ne sont nullement contre le syndicalisme et soutiennent les justes revendications des travailleurs, mais ils font tout pour politiser ces revendications, dont la légitimité résulte précisément de la politique d'exploitation du système capitaliste.

La Constitution, soumise à référendum vient « légaliser » le coup d'Etat. Le P.C.F. appelle à voter « Non ! à la dictature et au fascisme ». Mais le coup d'Etat du 13 mai ne suffit pas à expliquer la Constitution de 1958.

l'« Humanité Rouge » appelle à constituer des Comités d'unité prolétarienne, regroupant les travailleurs avancés.

Parallèlement, nous en cours de constitution des Comités d'unité populaire dans les quartiers et dans les villages, à partir des militants communistes marxistes-léninistes. Ces comités ont pour but d'impulser une prise de conscience politique dans la masse de la classe ouvrière et des couches sociales laborieuses encore trompées et désorientées par les partis politiques traditionnels.

Les marxistes-léninistes ne sont nullement contre le syndicalisme et soutiennent les justes revendications des travailleurs, mais ils font tout pour politiser ces revendications, dont la légitimité résulte précisément de la politique d'exploitation du système capitaliste.

La Constitution, soumise à référendum vient « légaliser » le coup d'Etat. Le P.C.F. appelle à voter « Non ! à la dictature et au fascisme ». Mais le coup d'Etat du 13 mai ne suffit pas à expliquer la Constitution de 1958.

La Constitution, soumise à référendum vient « légaliser » le coup d'Etat. Le P.C.F. appelle à voter « Non ! à la dictature et au fascisme ». Mais le coup d'Etat du 13 mai ne suffit pas à expliquer la Constitution de 1958.

l'« Humanité Rouge » appelle à constituer des Comités d'unité prolétarienne, regroupant les travailleurs avancés.

Parallèlement, nous en cours de constitution des Comités d'unité populaire dans les quartiers et dans les villages, à partir des militants communistes marxistes-léninistes. Ces comités ont pour but d'impulser une prise de conscience politique dans la masse de la classe ouvrière et des couches sociales laborieuses encore trompées et désorientées par les partis politiques traditionnels.

Les marxistes-léninistes ne sont nullement contre le syndicalisme et soutiennent les justes revendications des travailleurs, mais ils font tout pour politiser ces revendications, dont la légitimité résulte précisément de la politique d'exploitation du système capitaliste.

La Constitution, soumise à référendum vient « légaliser » le coup d'Etat. Le P.C.F. appelle à voter « Non ! à la dictature et au fascisme ». Mais le coup d'Etat du 13 mai ne suffit pas à expliquer la Constitution de 1958.

l'« Humanité Rouge » appelle à constituer des Comités d'unité prolétarienne, regroupant les travailleurs avancés.

Parallèlement, nous en cours de constitution des Comités d'unité populaire dans les quartiers et dans les villages, à partir des militants communistes marxistes-léninistes. Ces comités ont pour but d'impulser une prise de conscience politique dans la masse de la classe ouvrière et des couches sociales laborieuses encore trompées et désorientées par les partis politiques traditionnels.

Les marxistes-léninistes ne sont nullement contre le syndicalisme et soutiennent les justes revendications des travailleurs, mais ils font tout pour politiser ces revendications, dont la légitimité résulte précisément de la politique d'exploitation du système capitaliste.

La Constitution, soumise à référendum vient « légaliser » le coup d'Etat. Le P.C.F. appelle à voter « Non ! à la dictature et au fascisme ». Mais le coup d'Etat du 13 mai ne suffit pas à expliquer la Constitution de 1958.

l'« Humanité Rouge » appelle à constituer des Comités d'unité prolétarienne, regroupant les travailleurs avancés.

Parallèlement, nous en cours de constitution des Comités d'unité populaire dans les quartiers et dans les villages, à partir des militants communistes marxistes-léninistes. Ces comités ont pour but d'impulser une prise de conscience politique dans la masse de la classe ouvrière et des couches sociales laborieuses encore trompées et désorientées par les partis politiques traditionnels.

Les marxistes-léninistes ne sont nullement contre le syndicalisme et soutiennent les justes revendications des travailleurs, mais ils font tout pour politiser ces revendications, dont la légitimité résulte précisément de la politique d'exploitation du système capitaliste.

La Constitution, soumise à référendum vient « légaliser » le coup d'Etat. Le P.C.F. appelle à voter « Non ! à la dictature et au fascisme ». Mais le coup d'Etat du 13 mai ne suffit pas à expliquer la Constitution de 1958.

l'« Humanité Rouge » appelle à constituer des Comités d'unité prolétarienne, regroupant les travailleurs avancés.

Parallèlement, nous en cours de constitution des Comités d'unité populaire dans les quartiers et dans les villages, à partir des militants communistes marxistes-léninistes. Ces comités ont pour but d'impulser une prise de conscience politique dans la masse de la classe ouvrière et des couches sociales laborieuses encore trompées et désorientées par les partis politiques traditionnels.

Les marxistes-léninistes ne sont nullement contre le syndicalisme et soutiennent les justes revendications des travailleurs, mais ils font tout pour politiser ces revendications, dont la légitimité résulte précisément de la politique d'exploitation du système capitaliste.

La Constitution, soumise à référendum vient « légaliser » le coup d'Etat. Le P.C.F. appelle à voter « Non ! à la dictature et au fascisme ». Mais le coup d'Etat du 13 mai ne suffit pas à expliquer la Constitution de 1958.

Nous publions de larges extraits des documents chinois et albanais qui soulignent la grande portée de l'accord sur le cessez-le-feu au Vietnam. Exemple à plus d'un titre, la lutte du peuple vietnamien nous inspire l'admiration et la reconnaissance. Cette victoire remportée pour le salut national contribue grandement à affaiblir l'impérialisme américain et à faire progresser la révolution mondiale. Elle est déjà riche de conséquences multiples présentes et à venir dont nous ne soupçonnons pas encore sans doute toute l'importance.

Mais aujourd'hui, les tâches du peuple vietnamien sont encore rudes. Thieu ne cesse de violer les accords de Paris. Plus de six cents sorties aériennes contre les villages depuis le cessez-le-feu; deux à trois mille obus de canon sur Quang Tri chaque jour; trois à quatre mille sur les plaines du Trung Bo Central. Dans les villes, la terreur continue. A Saigon, Thieu empêche les journalistes de rencontrer les représentants du G.R.P.; les délégués du G.R.P. et de la R.D.V. ont été blessés par la police de Thieu à leur arrivée à Ban Me Thuot. L'administration de Saigon déclare deux mille prisonniers alors que des centaines de milliers de Vietnamiens sont entassés dans des géoles et des bagnes. Voilà la vérité qu'on nous cache soigneusement ici.

Cette vérité révèle autre chose : le total isolement de Thieu qui ne tient que par son système policier made in U.S.A. et la haine du peuple vietnamien pour ce traître tortionnaire. Tous les témoignages reçus des zones libérées concordent : le peuple vietnamien, résolu et vigilant, se tient fermement autour de son gouvernement authentique, le G.R.P. A Saigon même, le cœur du peuple bat pour les patriotes. Les jours de Thieu et de la poignée de ses semblables sont comptés, soyons-en sûrs.



Mao Tsé-toung et Nguyen Dui Trinh.



Mao Tsé-toung et Le Duc Tho.

« Notre aide a été très modeste. Il faut vous remercier ; c'est vous qui nous avez aidés, vous avez combattu l'impérialisme américain pendant plus d'une décennie. Nous nous sommes toujours entraînés. »

(Le président Mao, le 1^{er} février 1973.)



Le quotidien albanais Zeri I Popullit

GRAVE DÉFAITE POUR L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

L'essentiel et le plus important de ces événements c'est qu'ils ont sanctionné la grande et irréparable défaite qu'a essuyé l'impérialisme américain. Les Etats-Unis ont été obligés de quitter le Vietnam et de mettre un terme à la guerre la plus honteuse et la plus barbare de leur histoire. C'est une grande victoire pour le peuple vietnamien et pour tous les peuples du monde qui luttent pour la liberté et l'indépendance, pour la défense de leur souveraineté et de leurs droits.

L'accord a été conclu, mais l'écho de la glorieuse lutte de libération du peuple vietnamien se répercutera dans les siècles. De cette lutte parleront avec admiration et enthousiasme non seulement les générations présentes qui l'ont vécue mais encore les générations futures. Pour tous les combattants de la liberté, de la démocratie et du progrès elle sera toujours une grande source d'inspiration et un enseignement rare. La lutte légendaire du peuple vietnamien demeurera à jamais un exemple éclatant de la détermination infinie et de la vaillance hors de pair d'un petit peuple qui a su se dresser et s'opposer à un ennemi extrêmement plus grand, doté des armes les plus modernes, barbare et cynique, prêt à n'importe quelle infamie et à n'importe quel crime. Le peuple vietnamien a étonné le monde par sa résistance extraordinaire devant les souffrances et les sacrifices, par sa maîtrise d'esprit, son intelligence et sa clarté de pensée pour les buts qu'il se proposait d'atteindre...

... Nixon a été et demeure l'homme de la guerre. Les révisionnistes soviétiques eux aussi ont commencé à faire un grand tapage autour du cessez-le-feu au Vietnam. Ils s'efforcent de présenter les choses comme si les aides soviétiques ont été le facteur décisif des résultats obtenus par le peuple vietnamien et de la défaite infligée aux Américains. Cette prétention est aussi absurde que rusée. Maintenant peut-être beaucoup plus que d'habitude ils cherchent à met-

tre le nez dans les affaires du Vietnam et de tirer profit du sang versé. Mais on sait bien ce qu'ont été « les soviétiques » et quel rôle ils ont joué. La politique soviétique au Vietnam a été la politique des pressions et du sabotage de la guerre. Cette politique a eu pour objectif non pas d'aider le peuple vietnamien à remporter la victoire complète sur l'ennemi mais à aider Nixon à se « retirer honorablement » du Vietnam. L'attitude soviétique envers le Vietnam n'est jamais sortie du cadre de la politique commune soviéto-américaine visant à la sauvegarde, des sphères d'influence et au partage du monde. De la venue des khrouchtchevians au pouvoir à ce jour les dirigeants soviétiques ont sacrifié plus d'une fois les intérêts du Vietnam en faveur de l'impérialisme américain au nom d'une compensation par ce dernier dans d'autres sphères.

Il est vrai que les soviétiques ont donné quelques armes au Vietnam, mais il faut dire en premier lieu que se sont les vietnamiens qui ont fait la guerre. De plus, ces armes en aucun cas n'ont jeté l'ombre la plus petite sur les relations soviéto-américaines. Les soviétiques ont donné cette « aide » pour ne pas être démasqués, pour sauver la façade comme pays socialiste, pour illustrer leur politique dite anti-impérialiste et pour ne pas se ranger publiquement avec les Etats-Unis dans l'affaire du Vietnam...

... La signature du cessez-le-feu au Vietnam ne veut pas dire bien sûr

INDOMPTABLE !

« Indomptable », c'est le titre d'un récit de Nguyen Duc Thuan, arrêté par la police de Saigon en 1956 et interné dans les « cages à tigre » du bague de Poulo Condor jusqu'en 1964.

Indomptable, ce communiste qui reste un homme debout face aux sévices monstrueux de ses bourreaux. Indomptable, ces compagnons de détention qui maintiennent, par leurs luttes incessantes, l'esprit du Vietnam combattant au cœur même du repaire innommable de l'ennemi : Poulo Condor.

Deux forces soutiennent Nguyen Duc Thuan et ses compagnons : l'amour du peuple et la fidélité au Parti. Comme en témoignent les deux passages suivants, extraits d'un livre beau, fort, exemplaire. Qu'il nous faut lire.

« Il s'agissait d'un passage à tabac au long cours combiné avec un interrogatoire roulant, la victime étant en position debout en porte à faux sous le feu d'ampoules électriques. Les officiers, vingt-cinq gailards tris sur le volet venus du Palais présidentiel du côté de chez Ngo Dinh Nhu, se répartissaient en quatre équipes tournantes. Chacune assurait deux quarts de trois heures, l'une de jour et l'autre de nuit, et se relayaient de façon à me tenir constamment en haleine. Les chefs d'équipe, les nommés An, Au, Lam et un quatrième dont le nom m'échappe, étaient tous des officiers des Renseignements ayant fait leurs classes aux Etats-Unis, au Japon, aux Philippines et Formose ».

Après trois jours et trois nuits d'interrogatoire :

« Comment pouvais-je tenir aussi longtemps ? Mes chevilles enflées comme des outres menaçaient de faire craquer les jambes pourtant assez larges de mon pantalon. Ma tête semblait tourner, virevolter dans l'espace, ma conscience vacil-

lait, tremblotait comme une faible lueur. A cheval entre la vie et la mort, je me rappelai avec une précision accrue les patriotes qui m'avaient aidé, entretenu au cœur même de Saigon où régnaient la terreur, l'emprisonnement, l'assassinat. L'image du ménage X, qui mettait les petits pots dans les grands afin de m'entretenir, demeurait gravée dans ma mémoire. Elle et les enfants m'apportaient toujours quelque friandise à leur retour de marché, et lui des journaux où qu'il allait. Bien qu'essulé, loin de ma femme et de mes enfants j'étais si bien réchauffé par la chaleur de leur foyer que j'en avais chaud au cœur. Je me rappelai ces épis de maïs, ces pommes cannelles, ces grappes de longanes, chaque fruit de saison qu'elle et les enfants m'avaient donnés à goûter. Avec la force sacrée de liens indéfectibles, ces souvenirs me confirmaient dans ma volonté d'endurer sans desserrer les dents toutes les tortures, afin de préserver les patriotes qui m'avaient entretenu par dévouement à la patrie et à la Révolution.



Prise de position contre le reniement du Parti Communiste

(écrite à Poulo Condor en 1961)

En tant qu'homme bien peu se désintéresse de sa famille et de sa patrie. Notre pays, étant plongé dans la misère et l'esclavage, le peuple entier s'est dressé lors de la Révolution d'Août et s'est engagé dans la Résistance contre les colonialistes français, les impérialistes américains et leurs laquais réactionnaires. Hommes et femmes, jeunes et vieux, le peuple vietnamien d'un seul cœur s'est levé pour abattre l'ennemi impérialiste et féodaliste.

Le peuple vietnamien tout entier est entré en résistance. Nous sommes des citoyens qui, de concert avec le peuple tout entier, luttons pour libérer le pays. Le Parti des Travailleurs du Vietnam nous a enseigné son programme, qui est d'abattre l'impérialisme, le féodalisme, d'instaurer l'indépendance nationale et la démocratie populaire, de progresser vers le socialisme et le communisme. Les objectifs du Parti correspondent parfaitement aux aspirations du peuple. C'est pourquoi je suis entré au Parti afin de pouvoir lutter en son sein pour réaliser ses objectifs.

Après neuf ans de Résistance, notre peuple tout entier aspire à la paix, à l'indépendance, à la démocratie et à la réunification pacifique du pays. Le Parti des Travailleurs du Vietnam, assumant les aspirations du peuple, en a fait sa ligne

politique : paix, indépendance, démocratie, réunification, puissance et prospérité. Notre Parti soutient le principe des pourparlers entre les deux zones et du référendum en vue de rétablir la paix et de réaliser la réunification de notre pays. Le peuple vietnamien tout entier, dont je suis, est en train de combattre pour cette politique.

« Renier » serait abandonner cette voie, auquel cas le Sud deviendrait inévitablement une colonie américaine, et la réunification pacifique, absolument irréalisable. Le point de vue de la masse et la politique de classe de notre Parti consistent en ceci : tout procède du peuple et revient au peuple, tous les actes et activités du Parti sont entrepris pour le peuple au nom du peuple, et c'est pourquoi nos pensées et nos actes témoignent que nous vivons pour le peuple et mourons pour le peuple. Indépendance, démocratie, paix, réunification, puissance et prospérité, aspirations essentielles du peuple tout entier, sont aussi les objectifs principaux du Parti des Travailleurs du Vietnam. Ces objectifs coïncident avec les miens, je refuse absolument de renier le Parti des communistes.

Le 26 mars 1961.
Signé : Pham Van Thinh.
P. 379-380.

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

L'HUMANITE ROUGE DE NOUVEAU HEBDOMADAIRE

Deux événements politiques exceptionnels : la publication des éléments de notre programme, puis le cessez-le-feu au Vietnam nous ont contraints à publier les 2 derniers numéros sur 16 pages et 2 semaines. Avec le présent numéro, nous reprenons la périodicité hebdomadaire, bien qu'il comporte encore 16 pages pour pouvoir commémorer la victoire de Stalingrad.

Nous rappelons que, depuis le numéro 175, le tirage de l'H.R. a été doublé, afin qu'elle soit disponible dans tous les kiosques de la région parisienne, dans tous les kiosques de gares et dans un nombre accru de kiosques en province.

RECTIFICATIF

Dans le n° 174, à la page 9, le titre « Un objectif immédiat : abrogation de la Constitution... » résultait d'une erreur matérielle. Nos lecteurs auront rectifié en lisant le contexte : il s'agissait en fait d'une campagne immédiate d'explication destinée à faire prendre conscience aux masses populaires de la nécessité d'abroger la Constitution (objectif stratégique). Plusieurs lecteurs nous ont signalé cette erreur, que le C.R. avait relevé dès la sortie du journal.

Dijon :

UN EXEMPLE POSITIF

Chers Camarades,

Je vous envoie un bref compte rendu de la réunion que le C.D.H.R. de Dijon a organisée vendredi 9 février.

Dans la période actuelle, les militants communistes ont engagé une lutte résolue contre l'électoratisme, contre la société capitaliste, pour le socialisme.

Pour intensifier cette campagne, notre Comité de diffusion a organisé vendredi soir, une réunion destinée aux sympathisants et aux proches amis de l'H.R., dans laquelle, le programme des marxistes-léninistes fut exposé.

Une cinquantaine d'amis s'étaient rendus à notre invitation. La réunion fut introduite par un bref exposé sur un des aspects les plus abjects du capitalisme : le racisme et la surexploitation dont sont victimes nos frères immigrés.

Un camarade fit ensuite l'accusation du capitalisme, régime totalement soumis à la loi du profit. Après une dénonciation des aspects les plus frappants de l'exploitation que nous subissons, il parla de l'essor des luttes ouvrières et populaires en France, particulièrement depuis 1969, en dénonçant, à travers des exemples précis, les mensonges des révisionnistes sur la prétendue « démobilisation » de la classe ouvrière.

L'orateur aborda ensuite le problème des élections législatives, en démasquant le contenu de classe réactionnaire de l'alliance des partis de « gauche », et leur « Programme Commun ».

La seconde partie de l'intervention expliqua longuement quel est le sens du combat des marxistes-léninistes, et quel est leur programme, et en ce qui concerne les revendications immédiates, et en ce qui concerne les mesures que la révolution socialiste victorieuse devra prendre.

L'assemblée suivit avec intérêt les exposés, plusieurs questions furent posées, auxquelles les camarades s'efforcèrent de répondre.

De nombreux ouvrages, classiques du M.L., publications chinoises et albanaises, et bien sûr brochures de l'H.R., furent diffusées à la table de presse. Une collecte pour soutenir notre journal réunit 105 F que nous vous envoyons dès ce jour.

Encouragés par le succès de notre initiative réalisée selon le principe de « compter sur nos propres forces », nous sommes résolus à aller encore plus en avant dans notre combat contre le capitalisme, pour une société où l'exploitation de l'homme par l'homme sera abolie !

C.D.H.R. DIJON

SOUSCRIPTION PERMANENTE

en francs		Soutien à H.R. - P.R.	
Un travailleur O.R.T.F.	6	Des anciens Résistants - Versements février-mars	50
Un lycéen du technique	1	1 menuisier du Sud-Ouest	10
C.D.H.R. Denis Gemnitz	11,50	Des travailleurs du S.O.	30
M.P.	10	Soutien régulier - Nous vaincrons ! - Un postier	15
Léon - Soutien à H.R.	10	Une technicienne	1
En supplément à abonnement - Y.D.	15	Un cameraman	5
Vive la dictature du Proletariat	2,50	Un machiniste	20
Vive le 6 ^e Congrès du P.T.A.	5	Un opérateur son	3
S.L. - Soutien à H.R.	110	Un électro	1
B.P. en plus abonnement	8	C.D.H.R. G.D.	40
Soutien permanent - C.J.	14	G. en plus réabonnement	120
B.M. en supplément à abonnements	20	Un camarade belge	10
Une ancienne militante du P.C. » F.	540	C.D.H.R. E. Pottier	83
Soutien C.D.H.R. Kirov	7,60	C.D.H.R. J. Labourbe	100
Un sympathisant M.L.	50	CD.H.R. J. Labourbe (Jeunes Travailleurs)	23
Un ouvrier portugais	3	F.H. pour maintenir H.R. à 12 pages	3
Lecteur H.R.	2,50	Une sympathisante	10
Lecteur H.R.	14	Un travailleur	3
Lecteur H.R.	1	CH. E. Soutien à H.R.	5,80
Soutien janvier - F.Y.	12,50	Soutien permanent - R.F.	10
Soutien à H.R.	2,30	Pour que vive notre Journal	10
Admirateurs d'Engels - C.P.	4	D.M.	30
Claudine pour un 12 pages permanent	5	Georges	10
C.D.H.R. G. Flourens	40	Serge	10
2 sympathisants bretons - Soutien à la position anti-impérialiste dans la question nationale en France	10	C.D.H.R. F. Yveton	53
Des cheminots M.L.	204	Des travailleurs du Sud-Ouest	32
Un cheminots M.L.	20	H.R. vaincra !	4
Un femme de cheminot	20	Une sympathisante - H.R. vaincra	2
Un cheminot sympathisant	3	Un apprenti - Vive le M.L.	2
J.B.C.	6,50	Des sympathisants	2,50
C.M.	4	Des travailleurs sur un marché	4
En plus abonnement - V.C.	8	Un travailleur Italien	1,50
Trois femmes petits fonctionnaires	10	Un camarade algérien	5
Pour notre campagne anti-électoratiste	50	Trois militants	13
Un musicien sympathisant pour un 16 pages	140	Un couple cheminot	2
Un travailleur	2	Français	40
C.D.H.R. G.D.	100	C.D.H.R. Haplot	200
Un lecteur	100	C.D.H.R. Dalidet	44
Une lectrice	1	C.D.H.R. N.V.T.	59
Un lecteur	28	Des travailleurs sympathisants	21
Deux couples de travailleurs	6	Staline Sud	21
Un lycéen du Technique	1,60	B.F.	5
Un métallo	1	C.D.H.R. Cdt Bourgat	80
Un sympathisant	10	Au cours d'une vente de Brochures	16
Un sympathisant S.A.P.	10	C.D.H.R. Est	50
C.D.H.R. Staline Sud	3,50	Total de la quinzaine	4 168
C.D.H.R. Manouchian	335	Total précédent	252 311,50
Soutien à H.R.	39,50	Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	256 479,50
C.C. - Vive l'Albanie Socialiste	50		
Léon - Nous vaincrons !	10		
C.D.H.R. F. Marty	24		
C.D.H.R. octobre	8		
S. permanent en timbres	10		
C.D.H.R. A. Marty	25		
Un cheminot M.L., février	50		
Deux sympathisants de Paris	100		
Admirateurs d'Engels	5,20		
Soutien exceptionnel n° 3 V.V.	200		
Un ancien de Vigneux	3		
C.D.H.R. G. Flourens (février)	150		
A un métré	1		
Une jeune enseignante	10		
C.D.H.R. F. Yveton	69		
Pour le développement de la diffusion de la pensée-maoïstetoung	30		
Un cheminot	50		
Un travailleur algérien et sa femme	10		
Une lectrice	0,50		
Soutien permanent pour un 12 pages - Y.B.	10		
A bas l'impérialisme			

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Pour les camarades Vietnamiens

en francs	
Dans une école	40
Un normalien	10
Une ouvrière	10
Sur un marché, collecte	50
Soutien aux Patriotes Vietnamiens A.J.	100
	210

AFFICHEZ
H. R.ABONNEMENTS DE PROPAGANDE
CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

JUSQU'AU 31 MARS 1973 :

REDUCTION DE 25 % DU TARIF
DES ABONNEMENTS DE 3 MOIS !
15 F au lieu de 20 F

« L'HUMANITE ROUGE »

B.P. 365 - 75064 PARIS - CEDEX 02

Je désire recevoir « L'HUMANITE ROUGE » pendant 3 mois à l'adresse suivante :

Nom :

Prénom :

Adresse :

J'effectue le règlement de 15 francs soit par chèque ci-joint, soit par versement ou virement au compte chèque postal « L'HUMANITE ROUGE » (en toutes lettres), C.C.P. n° 30 226-72 La Source, soit en timbres-poste ci-joints (barrer les mentions inutiles. Merci).

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Nom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Prénom	6 mois	46 F	80 F	100 F
Adresse	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Amilcar Cabral

UN PATRIOTE EXEMPLAIRE

Le samedi 20 janvier, Amilcar Cabral, secrétaire général du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) était lâchement assassiné en plein cœur de Conakry.

« Les colonialistes portugais sont désespérés devant la résistance héroïque et sans cesse croissante de nos peuples. Chaque jour plus isolés sur le plan international et même dans leur propre pays, si les colonialistes ne sont pas encore

Sous la direction du P.A.I.G.C., le peuple de Guinée a libéré les deux tiers de son territoire. Il a organisé dans cette zone le pouvoir du peuple pour la liberté, pouvoir qu'il défendra jusqu'à la mort, les armes à la main.

La répression sauvage des fascistes portugais s'amplifie. Chaque jour les rizières sont bombardées, le napalm fait flamber les forêts et les villages. Elle est pourtant dérisoirement impuissante à faire plier ce peuple indomptable, car c'est une guerre populaire qui se mène en Guinée-Bissau pour briser le joug du colonialisme et conquérir l'indépendance et la liberté.

Les Forces Armées Locales (F.A.L.) vivent en étroite communion avec l'ensemble de la population. Dans les zones libérées, une vie nouvelle s'est développée, toute entière tournée vers la libération du pays et la satisfaction des besoins du peuple.

Dans la brousse, dans la forêt, les écoles, les dispensaires se développent à un rythme impétueux. La femme guinéenne est présente sur tous les fronts de la lutte : dans les champs et les rizières, sur les bancs des écoles, au front comme dans les assemblées populaires.

En Guinée-Bissau, des élections populaires viennent d'avoir lieu dans la forêt pour désigner une assemblée nationale. Amilcar Cabral disparaît au moment où



la Guinée-Bissau s'appretait à faire son entrée sur la scène internationale en tant qu'Etat indépendant, comme il le proclamait lui-même :

« Nous ne pensons pas que cela signifie la fin de la lutte, mais, d'une colonie avec un mouvement de libération, nous devenons maintenant un pays africain indépendant dont une partie du territoire est occupée par l'étranger. »

Sa mort au combat ne ralentira pas l'élan de son peuple, bien au contraire, il puisera dans sa douleur une force nouvelle pour asséner de nouveaux coups, encore plus puissants, au colonialisme haï.

Car, tout comme nous l'a dit un autre héros du peuple guinéen, Domingos, dans sa dernière lettre :

- « C'est ça la lutte de libération
- « Il faut qu'il y ait sacrifice
- « Du courage et en avant !
- « Victoire au P.A.I.G.C. !
- « Vive le peuple de Guinée et du Cap-Vert ! »



Amilcar Cabral, au cours d'une inspection militaire

Amilcar Cabral est tombé sous les balles des services spéciaux du colonialisme portugais, comme tombèrent, le 3 février 1969, à Dar-es-Salam, Eduardo Chivambo Mondlane et, le 15 juillet 1966, en Zambie, Jaime Rivaz Sigauke, tous deux responsables du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO).

Son sang s'est mêlé, sur cette terre d'Afrique, piétinée, déchirée, pillée par l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, à celui de tant d'autres grands patriotes africains assassinés dans la lutte, tels Patrice Lumumba, F. Moumié, Ernest Ouandié et bien d'autres encore.

La mort d'Amilcar Cabral est une perte cruelle pour son peuple héroïque et pour tous les patriotes africains. Pourtant, les colonialistes portugais s'illusionnent amèrement s'ils espèrent, par ce crime ignoble, ralentir le développement impétueux de la lutte armée en Guinée-Bissau et dans les îles du Cap-Vert. C'est la voix même du grand patriote assassiné qui nous le rappelle :

à bout de souffle, ils le seront bientôt. Cela n'est désormais qu'une question de temps et ne dépend que de notre propre action.

Nous, les peuples des colonies portugaises, nous sommes chaque jour plus forts et plus sûrs de la victoire, sur la base de nos propres efforts, fécondés par l'aide fraternelle de l'Afrique et la solidarité de toutes les forces anticolonialistes du monde.

L'histoire d'Amilcar Cabral se confond avec celle de son peuple. C'est en 1956 qu'il fonde, dans la clandestinité, le P.A.I.G.C., qui se dresse nettement contre le colonialisme portugais. Dès 1959, la mobilisation de la paysannerie accablée par la féroce dictature coloniale, se développe rapidement et l'année 1961 voit surgir les premiers sabotages et l'installation des premières bases de commandos en forêt. En 1963, enfin, la lutte armée embrase l'ensemble du territoire.

Aujourd'hui, 9 ans après les premiers coups de feu, la situation en Guinée-Bissau est excellente.



Amilcar Cabral donne des cours en pleine forêt

Brésil : CRIME BARBARE de la DICTATURE FASCISTE

Message de « l'Humanité Rouge » au Comité Central du Parti Communiste du Brésil

Nous avons appris avec émotion et une profonde indignation que quatre dirigeants de votre Parti, les héroïques camarades Lincoln Oest, Luis Guilhardini, Lincoln Bicalho Roque et Carlos Danielli, ont été sauvagement assassinés par la dictature fasciste de Medici. Ces camarades ont lutté toute leur vie pour la cause de l'indépendance de leur patrie, de la libération nationale et sociale du Brésil. C'est pour cette juste cause révolutionnaire qu'ils ont donné leurs vies.

Le peuple brésilien vengera inéluctablement la mort de ses martyrs. Le peuple brésilien vaincra !

Dans cette certitude, nous prions le Comité central du Parti communiste du Brésil, tous les communistes et tous les patriotes brésiliens de croire à nos condoléances les plus fraternelles et à nos sentiments de solidarité internationaliste prolétarienne.

Le Comité de Rédaction de « l'Humanité Rouge ».

A la fin du mois de décembre dernier, quatre dirigeants du Parti communiste du Brésil ont été assassinés par la clique fasciste du gouvernement Medici.

Les camarades Lincoln Oest, âgé de soixante-cinq ans, membre du Comité central du Parti, Luis Guilhardini, âgé de cinquante-deux ans,

membre du C.C., et Lincoln Bicalho Roque, dirigeant étudiant très connu avant le coup d'Etat fasciste de 1964, ont été arrêtés et sauvagement assassinés à Rio de Janeiro, entre le 20 et le 24 décembre 1972.

Le 28 décembre, Carlos Danielli, ancien dirigeant national de la Jeunesse communiste et membre du

C.C. du Parti communiste du Brésil, était emprisonné à São Paulo. Après avoir été torturé de façon barbare, il a été assassiné par la police le 30 décembre.

D'autre part, on est sans nouvelle d'un autre dirigeant communiste connu, José Duarte, qui a été emprisonné à São Paulo le 12 novembre.

Telle est donc la réponse que le fasciste Medici a trouvée aux difficultés croissantes que rencontre la dictature brésilienne : la liquidation des dirigeants du mouvement populaire antifasciste, le terrorisme barbare, qui frappe les meilleurs fils du peuple brésilien afin de l'intimider et de freiner sa lutte en plein essor.

C'est la tactique traditionnelle des réactionnaires : mais traditionnellement, elle est vouée à l'échec. Les crimes barbares des fascistes brésiliens, installés au pouvoir par les U.S.A., ne peuvent que renforcer la lutte du peuple brésilien, et soulever l'indignation de tous les progressistes dans le monde.

A plusieurs reprises dans nos colonnes, nous avons publié des informations sur l'excellent développe-

ment de la lutte armée antifasciste au Brésil, dans l'Etat du Para. A la fin de l'année dernière, le gouvernement Medici a organisé une vaste opération, avec dix mille soldats, pour tenter d'encercler et d'anéantir les héroïques partisans de l'Araguaia. Les troupes fascistes ont essuyé un échec complet...

Les partisans se sont renforcés sur le plan militaire et politique. Ils viennent de créer une « Union pour les Droits et la Liberté du Peuple ».

La meilleure réponse que nous puissions apporter au crime des fascistes brésiliens est de donner le maximum d'informations sur le développement de la lutte du peuple brésilien : c'est ce que nous ferons dans un prochain numéro.

C'est aussi de faire connaître largement ce nouveau crime, afin que les progressistes français soutiennent le peuple brésilien.

Les martyrs Luis Guilhardini, Lincoln Oest, Lincoln Bicalho Roque, Carlos Danielli seront vengés !

Le peuple brésilien vaincra !

Soutien inébranlable du peuple chinois aux combattants indochinois

AVEC LES OUVRIÈRES DE L'USINE N°4

Nous sommes à Changhaï, dans une usine de biscuits, l'usine de denrées alimentaires n° 4. Ici, l'accueil est comme partout, chaleureux et fraternel, mais ici, il y a quelque chose de différent ; nous le ressentons d'emblée...

« UNE USINE PAS TOUT A FAIT COMME LES AUTRES »

Rien d'exceptionnel à première vue ; l'odeur chaude et un peu douceâtre de la pâte qui cuit nous saisit alors que nous allons au milieu de tapis roulants recouverts d'amas dorés de biscuits appétissants... L'équipement est simple, « encore arriéré », disent les responsables de l'usine qui nous indiquent au passage les nombreuses innovations techniques dues aux ouvriers. Nous avons revêtu une longue blouse blanche et des bonnets blancs ; ce n'est pas cela qui nous impressionne ! Les ouvrières et les ouvriers nous bourrent de gâteaux et d'échantillons !

Pourtant, ce n'est pas une usine tout-à-fait comme les autres. Dans certains ateliers, nous portons tous un masque, comme dans une salle d'opération. Et sur les murs on lit chiffres, pourcentages, calories, vitamines B1, B2, C, etc. Ici, DEUX-TIERS DES BISCUITS PRODUITS SONT CONDENSES. ILS SONT DESTINÉS AUX COMBATTANTS INDOCHINOIS DES MAQUIS ! Non, ce n'est pas une usine tout-à-fait comme les autres. Nous le voyons aux explications détaillées des ouvriers et des ouvrières qui montrent un seul souci, l'intérêt des peuples indochinois. Nous le voyons à la ferme résolution des ouvrières quand elles quittent leurs machines d'un geste spontané et, regroupées autour de nous, font retentir de longs mots d'ordre anti-impérialistes et chantent l'Internationale avec cœur. Nous le voyons à la tranquille assurance des responsables du Parti et de l'usine, des femmes en majorité, simples, modestes et tellement convaincues et enthousiastes.

Ici, il y a 1 300 ouvrières et ouvriers. 1 300 volontés tendues en permanence vers un seul but : la solidarité à l'Indochine combattante ; l'usine des denrées alimentaires n° 4 de Pékin produit des tonnes de gâteaux secs et de biscuits condensés ; mais elle recèle des richesses combien plus grandes : des trésors de dévouement et d'internationalisme inestimables.

UNE SOLIDARITE DE CLASSE

A l'usine de biscuits, la solidarité de classe signifie quelque chose de bien vivant. L'usine appartenait à un Américain avant la Libération, Charles Ivans ! Quelque 200 ouvriers y produisaient des bonbons et des biscuits pour les enfants des riches et les « vieilles dames » fortunées !

Les vétérans de l'usine se rappellent. Douze à quatorze heures par jour de labeur ; des salaires de misère et la faim permanente au creux de l'estomac. L'un d'entre eux nous montre : il a perdu un doigt à cause des cadences infernales.

Ici, les impérialistes américains, on les connaît bien ; on a souffert de leur oppression cruelle. On a lutté contre eux dès la création de l'usine en 1932 ; et quand l'usine fut aux mains des ouvriers chinois en 1949, les ouvriers n'ont pas oublié. Ils ont agrandi l'usine, changé la gamme des produits. La lutte contre les impérialistes a continué, sous d'autres formes. Les ouvrières, en majorité dans l'usine, produisent en grande partie des « Lu'o' ng khò »,



701 et 702, biscuits condensés destinés aux fronts indochinois. Très légers, enveloppés dans un emballage de plastique imperméable, ils ont une haute teneur en calories et possèdent la variété de vitamines nécessaires à une alimentation équilibrée.

« PAYER DE NOTRE SUEUR »

En 1972, l'usine a produit 13 000 tonnes de biscuits condensés. En 1965 : 215 tonnes ! La production était très basse. Les ouvrières nous ont expliqué que la Révolution culturelle a permis de faire un bond en avant dans la production. En 1970, les besoins ont terriblement augmenté : il fallait produire 800 tonnes de biscuits par mois.

Deux points de vue s'affrontaient : demander des équipements à l'Etat et l'arrivée de 300 ouvriers nouveaux ou bien mobiliser largement les ouvrières pour réaliser l'objectif en comptant sur les forces même de l'usine. On a beaucoup discuté en meeting, en petites réunions ; et tous, très encouragés par la lutte des peuples d'Indochine, ont dit : « nous pouvons produire 800 tonnes par mois ».

Une camarade nous explique :

« Nous nous sommes efforcés de prendre exemple sur les trois peuples indochinois. Sur le front, beaucoup d'ouvrières et de femmes vietnamiennes paient de leur sang et de leur sueur ; et nous, dans les arrières, ne le ferions pas ! Peu importe notre sueur ».

« Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs valets » ; l'appel du 20 mai 70 lancé par le président Mao a trouvé écho à l'usine n° 4. Un ouvrier vétéran de l'usine était à l'hôpital à ce moment-là pour une ablation des deux-tiers de l'estomac. Il apprend que l'usine a accepté la tâche des 800 tonnes par mois ; aussitôt il sort de l'hôpital sans permission et se plonge dans le travail ; pendant cinq jours et cinq nuits, il s'emploie à améliorer une machine

pour boucher les boîtes et en retirer l'air. Un camarade lui conseille de se reposer ; il répond aussitôt :

« Puisque les frères de combat ont saigné, comment me reposer ? Il faut apporter notre contribution à la lutte contre l'impérialisme américain ».

Et l'usine n° 4 apporte sa contribution car chacun s'est mobilisé pour trouver des solutions nouvelles afin d'augmenter la production. Il y a sept ouvrières sur dix dans l'usine mais aux biscuits condensés, elles sont plus nombreuses encore : neuf sur dix. Aussi les difficultés ne manquent-elles pas ; les ouvrières ont les enfants, le ménage... et pourtant elles surmontent tout cela : la crèche fonctionne 24 heures sur 24 ; elles installent un système en trois équipes. L'équipe du matin commence à 6 heures, mais bien des ouvrières viennent deux ou trois heures avant pour augmenter la production ! Chacun tente d'améliorer ses machines ; ainsi on parvient à comprimer les biscuits deux par deux ; le gain de temps est appréciable... Finalement, les 800 tonnes sont obtenues. Aujourd'hui, l'usine produit 1 200 à 1 300 tonnes !

MIEUX REpondre AUX BESOINS

La quantité ne suffit pas ; la qualité préoccupe beaucoup les ouvrières de l'usine. Une responsable du Parti nous raconte :

« Nous n'étions pas sûrs que la qualité convenait aux camarades indochinois ; nous n'avons aucune expérience personnelle ; notre connaissance n'était pas sensible mais seulement rationnelle. Aussi avons-nous décidé de faire du camping avec nos biscuits ».

Des ouvriers et ouvrières sont partis dans les montagnes, loin de Changhaï : ils devaient ne manger que des biscuits et boire de l'eau. Les trois premiers jours, ils trouvaient les biscuits très bons et se trouvaient fort réjouis... Le quatrième, certains en avaient assez et n'en voulaient plus... Des camarades du Parti sont allés sur place participer à l'expérience qui a duré plus d'un mois ! »

Les résultats ont été fort utiles et encourageants : 50 % ont gardé le même poids, 30 % ont légèrement maigri, 20 % ont grossi, une ouvrière de 3 kg ! L'expérience a aussi révélé que le goût des biscuits, toujours le même, était fort monotone à la longue !

Aussi les ouvrières se sont-elles attachées à changer le goût des biscuits ; on a ajouté des produits nouveaux : viande en poudre au goût de poisson — pour les camarades vietnamiens —, bonbons au gingembre pour chasser le froid et l'humidité, bonbons à la menthe et aux plantes médicinales pour donner des forces.

Leurs efforts ont porté des fruits, comme en a témoigné un combattant de la route n° 9 en visite à l'usine :

« Nous avons attendu dans une embuscade pendant un mois ; notre objectif n'a pu être découvert car nous n'avons pas fait de feu un mois durant... »

Mais les ouvrières de l'usine n° 4 ne sont pas satisfaites encore ; les dimensions du gâteau sont petites, sa valeur nutritive est bonne mais après l'avoir mangé, on n'a pas l'impression d'avoir apaisé la faim... Voilà ce que les combattants ont indiqué après enquête... Aussi les ouvrières cherchent-elles à résoudre cette nouvelle contradiction...

Tels sont les soucis et les préoccupations des ouvrières de l'usine de denrées alimentaires n° 4 de Changhaï. Et tandis qu'elles nous parlent si simplement, tandis qu'elles chantent avec émotion les chants patriotiques vietnamiens, nous comprenons mieux le sens de l'internationalisme prolétarien et il nous vient cette question, qui dicte nos tâches :

« Les peuples du Vietnam, du Laos, du Cambodge combattent en première ligne. Ils paient de leur sang et de leur vie. Comment nous reposer ? Sommes-nous assez actifs, assez exigeants dans notre soutien ? »

Les ouvrières de l'usine n° 4 nous montrent la voie.